

« LES PERSONNELS D'ÉDUCATION ONT RELEVÉ LA TÊTE »

Déclaration de SUD éducation Paris au GTA du 22 janvier 2020

Ce CTA s'ouvre dans un contexte de mobilisation historique des personnels de l'éducation qui, aux côtés des autres travailleurs et travailleuses, combattent le projet de réforme des retraites. En entrant très majoritairement dans la grève dès le 5 décembre, en reconduisant la grève largement jusqu'aux vacances de Noël, en poursuivant les actions pendant les vacances, en repartant en grève à la rentrée, les personnels mobilisés ont démontré qu'ils et elles rejetaient le projet d'un gouvernement dont les seuls objectifs sont de réduire les dépenses publiques sur le dos des fonctionnaires (en divisant par 5 les contributions de l'État au régime des pensions) et d'ouvrir de nouveaux marchés lucratifs aux entreprises privées en dynamisant l'actuel système de retraites. Ce système actuel bâti à la Libération a certes bien des défauts, mais il est assurément bien plus solidaire et bien plus juste que le système par points que le gouvernement cherche à imposer contre l'avis majoritaire de la population.

Mais ce gouvernement ne s'arrête pas là puisqu'à la violence sociale de son entreprise de destruction, il ajoute le cynisme et l'hypocrisie : en proclamant haut et fort que les enseignant-es et les femmes seront les grandes gagnantes, il professe de scandaleuses contre-vérités et nous prend vraiment pour des imbéciles. Car une retraite calculée sur l'ensemble d'une carrière et non plus sur le traitement des 6 derniers mois, c'est une baisse drastique des pensions pour les femmes (plus souvent contraintes au temps partiel) et pour les fonctionnaires (à la carrière linéaire et à la rémunération loin d'être mirobolante, excepté pour certains hauts fonctionnaires dont la loyauté est grassement payée). Et ce n'est pas la revalorisation dérisoire qu'on nous fait miroiter qui pourra compenser cette dévalorisation scandaleuse de nos pensions de retraite.

Vous nous répondrez certainement que les questions de politique générale ne sont pas du ressort de cette instance et ce n'est évidemment pas du Rectorat de Paris que les personnels mobilisés obtiendront gain de cause. Mais rien n'oblige le Rectorat de Paris à chercher à empêcher les assemblées générales des grévistes du 1^{er} degré de se tenir dans des écoles en faisant pression sur les collègues chargé-es de direction. Cet empressement zélé à fouler aux pieds le droit de réunion des personnels mobilisé-es est inédit à Paris et contribue à discréditer toujours plus leur hiérarchie aux yeux des enseignant-es.

Alors qu'un nouveau plan de licenciements s'organise dans les Greta, alors que les animations pédagogiques librement choisies deviennent des formations obligatoires, alors que les résultats aux évaluations nationales sont de plus en plus ouvertement utilisées comme outil de gestion des ressources humaines, alors que les mobilisations de lycéen-nes sont réprimées par l'appel à la police – dont la violence n'est plus à démontrer – et par des sanctions disciplinaires, le slogan publicitaire de « l'école de la confiance » pourrait vraiment prêter à sourire s'il n'était là encore révélateur de l'hypocrisie et du mépris du gouvernement. Comment qualifier autrement les déclarations d'un ministre complètement discrédité qui ose prétendre que 99,9 % des enseignants le soutiennent et qui ose prétendre que les épreuves communes de contrôle continu vont se dérouler partout dans de très bonnes conditions.

La mobilisation contre la réforme des retraites, quels que soient les moyens d'action auxquels elle fait appel, n'est pas le fait d'une minorité de personnels radicalisé-es mais suscite l'adhésion d'une majorité de collègues, qui continuent de descendre dans la rue malgré les violences policières .

La mobilisation contre les épreuves communes de contrôle continu, qu'elle prenne la forme de la grève ou du blocage, n'est pas le combat d'arrière-garde d'une poignée de jusqu'au-boutistes, c'est la résistance légitime à la mise en place d'un nouveau bac de tri social.

Ces mobilisations sont justes et légitimes et Sud éducation Paris tient à réaffirmer son soutien aux actions menées par les personnels de l'éducation en lutte. Quelle que soit l'issue des batailles en cours, une chose est sûre : les personnels de l'éducation ont relevé la tête et ont commencé à organiser leur colère.